

Les groupes armés touareg qui occupent Kidal, dans le nord-est du Mali, ont réitéré samedi à Ouagadougou leur refus de voir l'armée malienne entrer dans cette ville pour sécuriser la présidentielle du 28 juillet.



A l'issue de discussions engagées mardi au Burkina Faso, pays médiateur dans la crise malienne, des délégations du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et du Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ont scellé le rapprochement de leurs organisations et adopté une position commune sur la présidentielle.

L'armée malienne n'a pas de rôle à jouer dans le système électoral et dans les élections présidentielles, a déclaré devant la presse Mossa Ag Attaher, porte-parole du MNLA, qui s'exprimait au nom des deux groupes.

Ces élections doivent être sécurisées par les forces de la Minusma, la force onusienne de maintien de la paix censée se déployer en juillet, a-t-il poursuivi, affirmant que les exactions continuent tous les jours contre les populations touareg et arabes dans les zones contrôlées par l'armée malienne.

Nous pensons que nous pouvons, avec la communauté internationale, avec la médiation, avec la Minusma, organiser l'élection présidentielle sans que l'armée malienne soit à Kidal, a insisté M. Attaher.

La Minusma doit se déployer à partir du 1er juillet et absorber la Misma, la force africaine mise en place après l'intervention lancée par la France, en soutien à l'armée malienne, et qui a permis depuis janvier de reprendre le nord du Mali aux islamistes liés à Al-Qaïda qui occupaient la région depuis 2012.

Grâce à cette intervention, les autorités maliennes ont rétabli leur souveraineté sur le Nord, à l'exception de Kidal, où domine le MNLA, rébellion touareg autonomiste et laïque, qui fut l'an dernier alliée aux islamistes dans la région avant qu'ils ne l'en évincent.

Le gouvernement de transition de Bamako, fixant cette semaine au 28 juillet le premier tour de la présidentielle, a souligné que le scrutin devait se dérouler sur tout le territoire national, alors que l'occupation de Kidal suscite la colère d'une bonne partie de l'opinion et de la classe politique maliennes.

Le ministre burkinabè des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé, s'est réjoui du rapprochement entre le MNLA et le HCUA, auquel poussait Ouagadougou.

Les prochaines négociations entre les mouvements touareg et Bamako vont bientôt aboutir à une normalisation et à la création des conditions favorables à la tenue des élections, a-t-il estimé, saluant une bonne volonté de part et d'autre.

Il faut bien sûr régler les modalités pratiques, en particulier la question relative au retour de l'armée à Kidal, a-t-il toutefois admis, sans se prononcer sur un calendrier.

Dans l'accord-cadre sur lequel ils se sont entendus, le MNLA et le HCUA, qui se rendront dorénavant à la table des négociations comme un seul mouvement selon M. Attaher, sont allés au-delà de la question de Kidal et de l'élection.

Ils ont en effet appelé à un cessez-le-feu avec Bamako sous l'égide de la communauté internationale.

Ils ont aussi réclamé une résolution de l'ONU leur garantissant le retrait de l'armée malienne du territoire de l'Azawad (nom qu'ils donnent à tout le Nord malien) et la reconnaissance d'un statut juridique spécifique à cette région.

Ils plaident à terme pour le droit à l'autodétermination du peuple de l'Azawad, sans évoquer l'indépendance, revendication à laquelle avait renoncé il y a plusieurs mois le MNLA, qui en était le fer de lance.

Les deux mouvements ont enfin souhaité la libération de tous les +Azawadiens+ détenus par les autorités maliennes.

Médiateur au nom de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), le président burkinabè Blaise Compaoré avait engagé lundi des discussions avec les autorités maliennes et les mouvements touareg, qui doivent déboucher prochainement sur un dialogue direct intermalien sous ses auspices.

Source du texte : ROMANDIE.COM